

# ITALIE, POPULISME, ET FAILLITE DE SA FORME « DE GAUCHE »

UNITÉ COMMUNISTE DE LYON





# **ITALIE, POPULISME, ET FAILLITE DE SA FORME « DE GAUCHE »**



# SOMMAIRE

<b>Une Alliance Révélatrice</b>	page 7
<b>La relation entre bourgeoisie et populisme</b>	page 9
<b>Les voies sans issues</b>	page 10
<b>Quels chemins restent ouverts ?</b>	page 11



A la suite d'une longue crise politique, les élections ont porté au pouvoir, le premier juin, une coalition étonnante et hétéroclite, formée d'une part du mouvement populiste "5 étoiles" et de l'autre de la Ligue, une organisations nationaliste d'extrême-droite. Pour obtenir un *modus vivendi* entre les deux forces, un juriste "indépendant" Giuseppe Conte, a obtenu le poste de premier ministre, tandis que les dirigeant des deux partis assurent la vice-présidence. Les ministres, quant à eux, semblent tout droit sortis d'un cauchemar fiévreux. Une ministre de la santé aux thèses conspirationnistes sur les vaccins, un ministère de l'environnement dirigé par un général des carabiniers, un ministère de "l'Agriculture, de la Famille et du Handicap" (*sic.*) confié à Lorenzo Fontana, qui est catholique anti-avortement, ça ne s'invente pas, et un ministère de l'intérieur confié à Matteo Salvini. Gérard Collomb aura ainsi le plaisir de coopérer directement avec le leader de la Ligue du Nord. Etant donné la passion de l'un et l'autre pour la question de la lutte à outrance contre les réfugiés, il est plus que certain qu'ils auront matière à discuter ensemble.

De fait, la terrible histoire de l'*Aquarius* a démontré la communauté de vue entre le gouvernement français et le gouvernement italien sur la question du traitement des migrants et des migrantes qui fuient les guerres que les impérialistes ont eux-même attisées. L'*Aquarius* est un navire de secours battant pavillon italien, qui a pris en charge 630 naufragés et naufragées en mer Méditerranée. Devant faire route vers l'Italie, il a été interdit d'accès au port par décision du ministre de l'intérieur, lequel a obligé le navire, surchargé, manquant de vivres et de médicaments, à errer en mer. Malgré qu'Emmanuel Macron ait critiqué la "part de cynisme et d'irresponsabilité du gouvernement italien", celui-ci n'a pas daigné apporter la moindre aide au navire, qui est pourtant passé à 17 km des côtes Corses. Ce n'est que lorsque le port de Valencia, dans l'Etat espagnol, a accepté de prendre en charge le navire que la fibre humanitaire de la France s'est réveillée, promettant toute l'aide possible à la ville. La brouille n'a d'ailleurs pas empêché une rencontre entre Giuseppe Conte et Emmanuel Macron quelques jours plus tard. Rencontre sur fond de tension, de la part d'une bourgeoisie monopoliste italienne qui voit dans la France l'Etat qui lui a volé ses relations de clientèle avec la Libye. Mais surtout difficulté de compréhension entre deux lignes politiques réactionnaires mais antagoniques : une qui se veut ultra-libérale, l'autre qui opine déjà de manière beaucoup plus marquée pour des solutions simili-fascistes. Un pro-européen convaincu face à un eurosceptique par la droite.

L'Italie, par ailleurs, connaît une période trouble et clivante. L'extrême-droite garde des bastions importants. Durant la guerre froide, les réseaux *stay-behind* de la CIA et l'opération *Gladio* ont été des sinécures pour les anciens partisans de Mussolini ainsi que le moyen d'en recruter des nouveaux, pour lutter contre la puissance du PCI de l'immédiat après-guerre. Il n'y a pas eu de réelle "défascisation" dans le pays ou la petite-fille du Duce peut siéger au nom d'un parti qui propose les mêmes idées que son grand-père. Dans les rues, les défilés de *Casapound*, une des organisations de masse fasciste, rythme une vie politique chaque fois davantage gangrénée par l'extrême-droite. Une extrême-droite qui n'hésite pas à tuer, comme le démontre le cas de Soumaïla Sacko, militant syndicaliste immigré, qui défendait les droits des travailleurs surexploités dans les *latifundias* du sud, dans lesquels les conditions de travail n'ont guère changé depuis l'Empire.

Dernièrement, le gouvernement italien a d'ailleurs annoncé son intention de fichier les membres de communautés Roms, dans une logique qui ne peut qu'évoquer de bien tristes souvenirs. Souvenirs d'autant plus avivés par l'annonce de la part des ministres de l'intérieur Allemand ( Horst Seehofe, CSU), Autrichien (Herbert Kickl, FPÖ) et italien de former un «axe

*des volontaires contre l'immigration* ». Dans une formulation qui, au mieux est maladroite et de mauvais goût, au pire est une véritable provocation. Ce sont d'ailleurs des aspect sur lesquels nous reviendront, tant les destins de l'Allemagne, de l'Autriche et de l'Italie sont liés. Dans un pays où l'Etat comme les ménages sont endettés jusqu'au cou, les immigrés servent de bouc émissaires et sont pointés du doigt comme le problème de société. La question de l'immigration, travaillée depuis des années, devient une bombe à retardement tout comme une position virale, contaminatrice, qui explique notamment l'alliance étrange -au premier abord- entre le mouvement 5 Étoiles et la Ligue.

## UNE ALLIANCE RÉVÉLATRICE.

L'accord signé entre les deux organisations à mis mal à l'aise plus d'un observateur. Le mouvement des 5 étoiles, se voulant un mouvement de démocratie directe, autour de cinq valeurs : "eau, à l'environnement, aux transports, (...) développement et (...) énergie". Thématiques qui évoquent le progressisme, sur le papier. Sur le papier, car dans les faits, l'intérêt porté à des thématiques et des sujets de détermine pas la manière dont ils seront traités, et surtout le contenu politique de ce traitement. Comme tous les mouvements populistes, le mouvement des 5 étoiles ne le fait jamais clairement. Il ne détermine pas de position précise, pour conserver sa possibilité d'avoir la base la plus large -même si elle est contradictoire- et ainsi gagner en influence. Seulement le flou, en idéologie comme en politique, profite systématiquement aux tendances les plus libérales et les plus droitières. L'absence de physionomie politique signifie une illusion de démocratie, mais en pratique l'opportunisme et la conciliation avec les réactionnaires.

C'est là la faillite du populisme depuis ses origines. Le mouvement russe des *narodnichestvo*, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle peut être considéré comme un des ancêtres du populisme. Dans les faits, sa thèse était celle d'une « croisade vers le peuple », dont le but était de réaliser les souhaits des larges masses populaires. Déjà, à ce moment là, ce mouvement non-marxiste était périmé dans sa conception théorique tout comme dans son moyen politique d'organisation. Ce mouvement s'est d'ailleurs scindé en deux branches, l'une qui s'est engagée dans la voie du terrorisme individuel, l'autre dans le réformisme. Les deux branches ont pris des voies qui étaient des impasses stratégiques, mais qui révèlent une tendance de gauche aventuriste et une tendance de droite opportuniste.

Dans un sens, cette dualité existe toujours au sein des organisations non-marxistes. Les organisations libertaires sont quelque part les héritières de ce passé, dans leur volonté de « réaliser les souhaits des masses » sans prendre en compte les questions clivantes en leur sein, en voulant ne jamais faire « d'oppression » au point de pouvoir tout tolérer, dans la mesure où cela participe à l'épanouissement individuel. Elles ont un caractère d'aventurisme, mais un fond qui demeure libertaire et *de facto*, bien que la bonne volonté et les bonnes intentions de leurs adhérents ne soient pas à mettre en doute, un contenu libéral. Leur volonté est sincères, mais leur méthode de raisonnement, partant de principes pour aller vers la réalité concrète, et non de la réalité concrète pour déterminer une stratégie, les conduit dans une gestion des questions politiques sans autres angles que celui de la tactique. Cependant on ne saurait les dire « populistes » au sens actuel du terme.

Populisme, aujourd'hui, a pris un sens nouveau. Un sens ambivalent, à la fois relié à l'extrême droite tout comme à certains groupes « de gauche ». D'une part le terme est devenu péjoratif, personne ou presque ne se revendique « populiste », mais sa définition elle même a changé. Le dictionnaire en ligne « la toupie » le définit ainsi :

« En politique, le populisme désigne l'idéologie ou l'attitude de certains mouvements politiques qui se réfèrent au peuple pour l'opposer à l'élite des gouvernants, au grand capital, aux privilégiés ou à toute minorité ayant «accaparé» le pouvoir... accusés de trahir égoïstement les intérêts du plus grand nombre. Pour les «populistes», la démocratie représentative fonctionne mal et ne tient pas ses promesses. Prônant une démocratie plus directe, ils ont donc pour objectif de «rendre le pouvoir au peuple». »

Derrière ce terme, un grand nombre d'organisations se retrouvent. Ce qui les unifie derrière un patrimoine génétique commun, c'est leur analyse déformée des rapports sociaux, où une nébuleuse «le peuple» s'oppose à une autre nébuleuse «l'élite», «l'establishment» ...etc. Si l'apparence est louable, le fond est nettement plus pervers. «Peuple», n'y a t'il pas de terme qui soit plus flou, plus vague, sans contenu de classe, sans conception des contradictions au sein de la société et de la place dans l'appareil de production capitaliste?

Ce qui démarque le populisme du marxisme, au delà de l'analyse, c'est que le second a vocation à combattre les conceptions rétrogrades, les conceptions réactionnaires, les erreurs qui se trouvent dans les raisonnements que peuvent avoir les masses. Elle reconnaît le fait que l'idéologie dominante, donc les idées dominantes, sont celles des classes dominantes, soit celles de la bourgeoisie. De plus, les organisations communistes combattent dans le but de transformer les rapports sociaux -dont principalement les rapports de production, de rapports capitalistes en rapports socialistes. Il ne s'agit pas pour autant de surimposer une volonté extérieure par la force, mais bien de soutenir les idées justes qui préexistent au sein des masses, de leur permettre de s'affirmer et de devenir hégémoniques.

Le but des populistes, quant à lui, est justement d'aduler les pensées dominantes au sein des masses, de les flatter, de les exacerber. Il s'agit non pas de transformer les rapports de production, les rapports sociaux, de faire évoluer les pensées, mais simplement de «réaliser les rêves» du «peuple». Dès lors, il s'agit de parler avec «bon sens», de dire ce que le «peuple» veut entendre. Les exploités et exploitées trouvent le système économique injuste, il suffit de se proclamer «anti-système» et de pointer du doigt les travers évident que celui-ci peut avoir, en promettant de le changer. Les impôts sont haïs? Ils seront baissés... La démagogie est le fond de commerce du populisme. Elle est également sa faille la plus profonde. Les réactionnaires ont trouvé dans le populisme une manière de pouvoir avancer leurs thèses. Il suffit de flatter ce qu'il y a de plus réactionnaire dans la société pour engranger des voix. Pour échapper au classement dans l'échiquier politique, les populistes ont fait le choix de se déclarer «ni de droite, ni de gauche», mais présentent des conceptions transcendantales : la nation, le peuple... Il n'est pas même nécessaire de rechercher la cohérence, car celle-ci est contre-productive dans la course au pouvoir. Il s'agit par ailleurs de détourner la colère ou le sentiment d'injustice que peuvent connaître ceux qui subissent l'exploitation -tout comme même la petite bourgeoisie qui se sent menacée par la grande ou par la concurrence- et de le détourner vers d'autres parties des exploités et exploitées. Ainsi, la question de l'immigration est utilisée comme épouvantail constant. L'argument de l'existence de «parasites» qui drainent les finances des contribuables d'un côté, et qui prennent les emplois de l'autre est pourtant on-ne-peut-plus-creux. Mais en surinfectant une xénophobie atavique, viscérale, il est tout à fait possible d'y greffer le racisme. Les sirènes de la démagogie sont séduisantes, mais ne mènent qu'à l'arrivée au pouvoir des laquais des franges de la bourgeoisie les plus réactionnaires et les plus chauvins. Si l'extrême-droite

utilise beaucoup la démagogie, elle n'en a pas le monopole. Une partie de la gauche s'en est également emparée, dans le but, là aussi, de se hisser vers les hautes sphères de la politique et vers les lieux de pouvoir.

## LE POPULISME DE « GAUCHE ».

Pourquoi des guillemets sur ce terme? Car, fondamentalement, le populisme est une notion qui est réactionnaire. Réactionnaire tant au niveau des valeurs qu'elle met en avant, mais réactionnaire également au niveau de son positionnement dans la lutte des classes, du fait qu'elle tire en arrière les consciences politiques des ouvriers, des ouvrières, comme des exploités et exploitées en général. En escamotant la question de l'exploitation, la question du capitalisme, la question des contradictions au sein du peuple, elle prête le flanc aux conceptions rétrogrades, au social-chauvinisme, même parfois à une géopolitique paranoïaque qui frise le conspirationnisme.

L'accusation de populisme «de gauche» qui vise régulièrement la France Insoumise a un côté paradoxal qui s'illustre dans la réaction qu'ont ses adhérents vis-à-vis du gouvernement italien. N'allons pas faire des procès d'intention là où il n'y a pas lieu d'être. La base de la France Insoumise est, d'une manière générale, sincèrement révoltée par les déclarations et les prises de position du nouveau gouvernement italien. En revanche, la direction, incarnée par Jean-Luc Mélenchon, a été beaucoup plus timorée à s'exprimer contre le mouvement des 5 étoiles et son alliance avec la Ligue du Nord. Dans un article nommé *Berlin peine à former le gouvernement italien* sur le site Melenchon.fr, le tribun expose sa grille de lecture : l'important, l'essentiel, c'est de résister à l'Allemagne de Merkel, qui serait la puissance dominante sur le continent Européen. L'Union Européenne serait un IV<sup>e</sup> Reich et, dans cette analyse ahurissante, le gouvernement italien, gouvernement «anti système», serait un pôle de résistance. Ainsi, la thèse principale est la suivante :

*« Un des pays fondateurs de l'Union européenne a reçu la foudre de la Commission européenne et de son maître berlinois. L'Union européenne a montré où était sa main de fer. Plutôt que de laisser nommer un ministre des Finances qui ne convenait pas à Berlin, le président de la République italienne a joué la terre brûlée. »*

Cette grille d'analyse, *in fine*, est ne grille d'analyse qui ne voit dans les relations économiques, que la main des États, et qui ne voit pas la question de classe sociale et des intérêts de celle-ci. Si des choses sont à condamner dans l'attitude du gouvernement italien, elles ne sont pas évoquées.

Ce qui importe est la «seule et unique responsabilité de la situation [qui] vient des diktats de Bruxelles et de la brutalité des gouvernants allemands. Berlin peine à trouver des marionnettes convaincantes en Italie pour garantir sa domination.»

Nous ne doutons pas que la base de la FI soit pétrie de bonnes intentions et d'une volonté de croiser le fer avec les capitalistes. Seulement elle se heurte à un paradoxe, qui est celui de la question de l'impérialisme. Même amoindri, le niveau de vie en France est dopé artificiellement par l'impérialisme. Le confort et les avantages sociaux en sont les miettes et les retombées. Hors la négation de l'impérialisme français, du néocolonialisme, de la surexploitation, n'est pas qu'une question de principe. Il s'agit d'un nœud gordien. La croissance économique et le commerce extérieur du capitalisme français est au cœur des déclarations de Jean-Luc Mélenchon. Ses pleurs sur la place de la France dans le monde tout comme

sa joie sur l'agrandissement de sa ZEE sont tout autant d'expressions révélatrices d'une pensée politique marquée par un chauvinisme atavique. Pour autant, nous ne sauterons pas à pied joints dans l'appellation «populiste» que certains accolent à Jean-Luc Mélenchon, mais il n'est pas possible de taire le fait que certains membres de son organisation ont un discours plus que marqué par cette tendance. L'exemple même étant le barbouze Djordje Kuzmanovic, dont les déclarations réactionnaires récurrentes illustrent bel et bien le fait que cette ligne existe au sein de la FI.

A ses yeux, un capitaliste comme Dassault était un «bon capitaliste», car, au travers d'une analyse économique très colbertiste, il apportait de l'argent «au pays». En revanche, une fusion comme celle de Nexter et de Rheinmetal-Borsig est «mauvaise» car elle soumettrait les capitalistes français (civilisés et pétris de valeurs républicaines) à leurs homologues Allemands (sauvages prussiens). Cette analyse économique bas de gamme ne résiste pas à un examen plus sérieux, les fusions acquisitions n'étant pas nécessairement un signe de bonne santé économique, et il n'est pas exclu que cette fusion, aussi étrange soit-elle, ne soit simplement un préalable à l'absorption d'une Deutschbank épuisée par la BNP Paribas. Une absorption qui devrait donc réjouir le tribun.

Outre Rhin, justement, un exemple de fracture populiste se forme. *Die Linke*, qui est une clique fourre-tout, s'est montrée incapable de réaction vis-à-vis des dernières élections Allemandes. Surtout, elle est à la croisée des chemins. Son aile droite, dirigée par des ex-membre du SPD, semble vouloir scissionner sur la question de l'immigration. Oskar Lafontaine et Sarah Wagenknecht se sont ainsi illustrés par leur tentative de renverser la ligne favorable à l'accueil des réfugiés au profit d'une ligne visant à copier les positions de l'extrême-droite. Leur idée est d'aller sur le terrain d'*Alternativ für Deutschland*, et se montrer plus inflexibles qu'eux -si c'est possible- sur la question de l'immigration, en reprenant des thématiques sur le coût de l'accueil et sur l'impact sur le niveau de vie des travailleurs Allemands. Mis en minorité lors du congrès, les deux brillants orateurs -reconnaissons-le- semblent vouloir opérer une scission pour créer leur propre organisation populiste. En ce faisant, ils légitiment les prises de position politiques de l'AfD et renforcent son influence. Voilà où mène le fait de caresser les idées réactionnaires dans le sens du poil et de ne jamais vouloir aller contre les idées influentes au sein des masses, même si celles-ci sont réactionnaires voir pogromistes.

## **LA RELATION ENTRE BOURGEOISIE ET POPULISME.**

La bourgeoisie apprécie-t-elle le populisme ou non ? Il s'agit d'une question qui mérite d'être creusée. Dans un sens, les revendications populistes sont contradictoires avec le libéralisme officiellement défendu par la bourgeoisie monopoliste. Le chauvinisme, l'antilibéralisme, la «partriote économique» s'opposent au libre-échange, au libéralisme, à la dérégulation. Dans les faits, la réalité est plus complexe. Au libéralisme triomphant du XIXe siècle a succédé rapidement la saturation et le monopole. Quelques soient les discours officiels, quelques soient les conférences internationales, les GATT, les OMC, le libéralisme «réel» est moribond. En fait de concurrence, ce sont les négociations entre *trusts*, en fait de libéralisme et d'indépendance entre les entreprises et l'Etat, voir même conflit entre les deux, il y a une véritable fusion entre Etat en grands *trusts*. Le capitalisme monopolistique est un capitalisme monopolistique d'Etat. Il en vit, il en use, il en dépend même ! Les commandes d'Etat et la politique d'Etat sont faits pour servir au mieux les intérêts des grands *trusts*. Les difficultés de ceux-ci sont une affaire d'Etat et leur survie

peut faire appel aux deniers publics, dont à des prélèvements sur salaires pour maintenir ou augmenter les bénéfices des capitalistes. La géopolitique du pays est décidée par les intérêts de ces immenses conglomerats. Malgré l'image d'une France de PME, la quasi intégralité du tissu industriel est relié d'une manière ou d'une autre à ces grandes entreprises dominantes. Combien de sous-traitants, combien d'exécutants ? Les branches les moins rentables sont externalisées, formant ainsi des petits groupes qui vivent, des petits bourgeois qui vivent dans l'endettement et peinent à garder la tête hors de l'eau, mercenaires de grands groupes.

Comprendre cela permet de se poser la question différemment. La grande bourgeoisie peut user sans le moindre problème de tactiques différentes, y compris en appliquant une partie du programme des populistes. Dans le fond, les réclamations de la part des certaines organisations, de droite ou de «gauche», peuvent très bien faire les affaires de la grande bourgeoisie. L'hostilité envers un autre impérialisme, jugé opposé aux intérêts du «peuple» français, est quelque chose qui est potentiellement exploitable. Le «produire français» porte ce relent douteux. Car il ne signifie par «produire «éthique»» contre la mondialisation, il signifie simplement «produire dans le cadre de l'espace économique dominé par l'impérialisme». Admettons que le programme économique du FN ou de la FI soit appliqué, sans qu'il soit question de mettre l'un et l'autre sur un pied d'égalité, cela signifie-t-il une remise en cause du capitalisme ou de l'impérialisme français ? Non.

Dans l'exemple actuel, et si on s'intéresse aux États qui ont opté pour un pouvoir populiste, on observe que la grande bourgeoisie s'est montrée plus que conciliante vis-à-vis d'organisations et de programmes censés aller contre ses intérêts. Ils ont une particularité, qui est d'être dans l'orbite Allemande, et d'avoir été les réceptacles d'investissements de la part de l'Allemagne. Investissements et prêts qui ont été particulièrement risqués, et qui se paient aujourd'hui. A l'heure actuelle, un risque de faillite de la Deutsch Bank n'est pas inenvisageable. Cette faillite aurait des répercussions terribles sur l'ensemble de l'Europe, jetant dans la misère un nombre considérable de prolétaires. Cette faillite est pour le moment contrée par une forte activité de la BCE, dans le but de tresser un coussin de plumes pour amortir le choc. De fait, la planche à billets tourne à grande vitesse, pour éponger les dettes. Cette planche à billet est d'ailleurs un phénomène fascinant sur la nature de l'euro, qui est une «fausse monnaie unique.» Les États peuvent produire des euros avec un contrôle relativement faible de la BCE, ce qui explique l'existence de *Casa de Papel* dans de les États membres de l'UE. Les grands capitalistes d'Allemagne sont d'ailleurs parmi les plus méfiants vis-à-vis de l'euro, du fait de la situation économique. Savoir, en revanche, quand cela tombera est du domaine de la prestidigitation tant les paramètres sont nombreux.

Dans ce marasme économique, les partis populistes préparent les masses populaires à la misère et à la caporalisation de la société, parfois même contre leur volonté à l'origine. Du fait de leur base sociale, ils sont condamnés à jouer ce rôle. De fait, cette base est petite-bourgeoise. Dans les États dominés par l'impérialisme, par exemple le populisme sud-américain, cette petite-bourgeoisie, cette bourgeoisie nationale, s'est appuyée sur les masses pour, parfois, réaliser un pas en avant vers le progrès -chasser l'occupation étrangère, repousser les tentacules de l'impérialisme- sans pour autant pouvoir mener les choses à un autre terme qu'à la poursuite d'un système d'exploitation. Dans les pays impérialiste, le postulat de départ est d'ores et déjà réactionnaire. Au final, ils mobilisent les masses populaires dans l'intérêt de la bourgeoisie, et gouvernent pour celle-ci. Ils ne servent qu'à une chose, c'est d'interface pour la dictature bourgeoise, se parant des

oriflammes du discours populaire, du discours sur la nation, du discours sur le peuple. Même si ce gouvernement peut donner l'impression de combattre la bourgeoisie, ce combat n'est rien d'autre que cosmétique. Les seuls reproches que font les populistes aux grands capitalistes sont sur leur gestion, sur leur morale, sur le fait qu'ils « ne servent pas bien les intérêts de la nation », mais jamais sur leur existence sociale, ou uniquement de manière invocatoire et idéaliste, de l'ordre de la moralisation de la bourgeoisie. Les partis populistes ne sont donc pas en mesure de mettre en place leur programme, ne sont que des charlatans. Ils ne sont absolument pas en mesure de pouvoir stopper la crise. En revanche, ils l'accompagnent et accompagnent le plongement dans la misère, en le détournant de sa voie de résolution finale, la révolution, pour l'entraîner sur une voie de garage : la soumission absolue aux franges les plus réactionnaires de la société. Les populistes, *in fine*, livrent à la bourgeoisie les masses, pieds et poings liés. Ils proposent comme sortie de crise, le parant de vertus, le fait de se sacrifier, de se serrer la ceinture, le fait, également, de se préparer et d'accepter un repartage du marché mondial, par le conflit, par la guerre.

## LES VOIES SANS ISSUES.

Le populisme, quelque soit sa forme, n'est pas une issue pour les exploités et les exploitées. Il ne porte en lui que les ferments de la défaite et de la soumission aux intérêts des fractions les plus réactionnaires de la grande bourgeoisie. Cette voie est sans issue. Fondamentalement, la question sous-jacente, derrière le populisme, est celle, immense, du réformisme. Pas uniquement le réformisme « conscient » et assumé, mais également celle du réformisme insidieux, niché dans ce qui pourrait passer pour des détails, mais qui est, en réalité un ensemble de questions fondamentales et stratégiques. Ce qui démarque une organisation réformatrice d'une organisation révolutionnaire n'est pas simplement que quelques mentions incluses dans les corpus de textes, ce n'est pas qu'une question de symbole. Il s'agit de questions profondes, dont les ramifications et les implications se retrouvent tant dans le fonctionnement de l'organisation que dans sa structure et dans son programme (au sens de programme de développement et d'action, pas au sens de programme électoral.)

Au delà du Parti Socialiste, rares sont les organisations d'ampleur ou les individus qui les soutiennent, à se dire réformistes et à assumer clairement le fait de ne voir de changement possible qu'au sein du cadre électoral. La connotation du terme réformatrice est fort médiocre et renvoi une image fort peu attrayante. C'est pour cela qu'il est toujours préférable, y compris pour le plus plat des réformistes, de se maquiller derrière le terme de révolutionnaire. Même les fascistes les plus réactionnaires et les plus fervents laquais de la grande bourgeoisie tentent d'usurper ce terme. L'usurpation passe par jouer avec les mots, en parlant de révolution avec des conditions implicites ou explicites. Révolution dans le cadre des institutions, révolution nationale, révolution citoyenne... ect. Les variations ne manquent pas. Dans les faits, deux voies se dégagent, celle de l'économisme et celle de la politique réformatrice.

Les organisations révisionnistes -au sens de celles qui ont jeté par dessus bord le marxisme pour en adopter une version où la transition vers le socialisme se fait de manière pacifique- sont des maîtresses dans l'utilisation de termes cryptiques pour donner du corps à leurs dires, donner des perspectives à leurs auditeurs, mais qui sont bien en peine d'expliquer le détail de leur affaire. Bien souvent les revendications sont purement et simplement économiques, un meilleur salaire, un meilleur emploi, des retraites plus fournies... en somme celles d'un syndicat. Quant au politique, il est relégué sous des revendica-

tions dignes de la fin des années 40 et des concessions avec les gaullistes : nationalisation. Comme si la propriété juridique des moyens de production définissait les rapports de productions. Tout au plus, parle t'on de nationalisations démocratiques sous contrôle ouvrier, chose dont la définition n'est jamais donnée. Comment est-il mis en place ? Sous quelle forme ? Qu'est ce qui le différencie de l'autogestion yougoslave, voir même de la cogestion à l'Allemande ? Tout est laissé à l'imagination.

La seule référence est celle apportée par un Daniel Bensaid, militant à la LCR, lequel parle de l'application du programme de transition trotskiste. Dans le même ordre d'idée, les trotskistes se refusent à dépasser l'horizon des revendications économistes. Ce plafond de verre explique les déclarations de Philippe Poutou et de Nathalie Arthaud à la dernière présidentielle. Loin de briser le « quatrième mur » celui de la dénonciation de la dictature de la bourgeoisie, les déclarations sont restées dans le sillon du jeu de la bourgeoisie. Des revendications économiques impossibles à satisfaire sous le capitalisme, une négation de la question du pouvoir et de la révolution -de peur d'effrayer les masses- en somme, une position réactionnaire, puisque ce mettant non seulement à la remorque des parties les plus avancées des travailleurs, mais tirant même leur réflexion en arrière, vers l'économisme et le trade-unionisme le plus plat. Ces organisations reculent devant l'obstacle, et mènent des combats d'arrière garde sans jamais chercher à aller plus loin. Ce sont des organisations qui condamnent à l'attentisme, à l'inaction, au dépérissement. Nullement étonnant qu'elles soient court-circuitées et dépassées par d'autres, pourtant elles aussi bardées de failles.

Si l'autre est politique et pose la question de l'accès au pouvoir, ce qu'elle y fait est -*in fine*- pire. Le réformisme comprend la nécessité du pouvoir pour transformer la société, mais, en revanche, est incapable de dépasser la conciliation de classe avec la bourgeoisie. Autour de théoriciens comme Kautsky ou Bernstein, les réformistes ont tenté de justifier leur renoncement derrière des arguments qui ne résistent pas à l'examen. Ils ont escamoté la dictature de la bourgeoisie de leur théorie, ils ont escamoté le défaitisme révolutionnaire et l'anti-impérialisme. En catimini, en fraude, ils ont inséré le soutien à l'impérialisme, en affirmant que la victoire totale et mondiale d'un « super-impérialisme » apporterait une exploitation dans la paix et la condition préalable à l'unité prolétarienne et au triomphe de ses revendications.

Pour accéder au pouvoir, les réformistes se sont montrés prêts à tous les opportunismes. Qu'importe qu'il faille promettre monts et merveilles, qu'importe qu'il faille même flatter des conceptions réactionnaires, tant que la fin est accomplie. Mais cette fin d'accession au pouvoir, une fois acquise, qu'en font-ils ? Hormis les rares moments où ils sont portés par un mouvement social - dans lesquels ils agissent en vampires-, comme durant le Front Populaire ou au début du mandat de Mitterrand, ils se tournent très rapidement vers la capitulation. Pire, en se prétextant « bouclier du peuple », en voulant le « protéger », tout en maintenant un consensus avec la bourgeoisie, ils devançant les désirs de celle-ci. Ils œuvrent au nom des masses, mais pour le compte des grands bourgeois. Comme le maintient ce consensus est placé au dessus de tout -il garantit les places au chaud pour les cadres des partis réformistes, des rentes confortables, mais leur évite aussi d'avoir à sortir d'un rapport de cogestion de la misère et de l'exploitation- les réformistes sont les fers de lance de la répression. Le souvenir des Spartakistes, en 1919, ne doit pas être oublié, car il illustre le véritable visage des réformistes : phrases sociale, unité avec les réactionnaires les plus virulents. Ni l'un, ni l'autre n'avancent. Comme l'écrivait Marx, dans le *18 Brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte* :

« Mais le démocrate, parce qu'il représente la petite bourgeoisie, par conséquent une classe intermédiaire, au sein de laquelle s'émeussent les intérêts des deux classes opposées, s'imagine être au-dessus des antagonismes de classe. Les démocrates reconnaissent qu'ils ont devant eux une classe privilégiée, mais eux, avec tout le reste de la nation, ils constituent le peuple. Ce qu'ils représentent, c'est le droit du peuple ; ce qui les intéresse, c'est l'intérêt du peuple. Ils n'ont donc pas besoin, avant d'engager une lutte, d'examiner les intérêts et les positions des différentes classes. Ils n'ont pas besoin de peser trop minutieusement leurs propres moyens. Ils n'ont qu'à donner le signal pour que le peuple fonce avec toutes ses ressources inépuisables sur ses oppresseurs. Mais si, dans la pratique, leurs intérêts apparaissent sans intérêt, et si leur puissance se révèle comme impuissance, la faute en est ou aux sophistes criminels qui divisent le peuple indivisible en plusieurs camps ennemis, ou à l'armée qui est trop abrutie ou trop aveuglée pour considérer les buts de la démocratie comme son propre bien, ou encore, c'est qu'un détail d'exécution a tout fait échouer, ou, enfin, c'est qu'un hasard imprévu a fait comprendre cette fois la partie. En tous cas, le démocrate sort de la défaite la plus honteuse tout aussi pur qu'il était innocent lorsqu'il est entré dans la lutte, avec la conviction nouvelle qu'il doit vaincre, non pas parce que lui et son parti devront abandonner leur ancien point de vue, mais parce que, au contraire, les conditions devront mûrir. »

Face au mur de l'échec et de l'incapacité, deux voies de sortie se forment, à celles et ceux qui restent dans cette stratégie. Celle du dogmatisme atemporel, dans lequel se réfugient les trotskistes, rêvant du moment où la révolution se fera, pestant contre les « trahisons », incapable d'examiner la réalité, formulant des pronostics idéalistes, sur la base de grands principes, incapable de comprendre leur propre rôle dans cet échec.

Celle de ceux qui, comme la viande pourrie, laissent filer un jus puant. Cette décomposition donne naissance à l'opportunisme le plus crasse, le plus sale, celui des Valls, celui des Collomb, celui de ceux qui sautent à pied joints dans le soutien aux plus virulents réactionnaires, aux plus virulents exploités. Il est celui que prend la fraction de *Die Linke* mentionnée plus haut. Il est celui incarné par les tweets de certains membres de la FI sur la défaite footballistique de l'Allemagne : une déclaration de chauvinisme et d'opportunisme sans bornes.

## QUELS CHEMINS RESTENT OUVERTS ?

L'autre est celle de la dérive populiste, qui vise à faire feu de tout bois et à faire tous les compromis pour parvenir au pouvoir et à exercer des fonctions, y compris par le fait de flatter la réaction et de s'appuyer sur elle. Cette conception, si elle est « politique », n'en est pas moins opportuniste et néfaste. Elle entretient les illusions, les flatte. Elle fait des compromis avec la réalité, avec une volonté de cogestion des institutions, compromis qui deviennent compromissions, compromissions qui deviennent trahisons. Une fois au pouvoir, lorsque cela est possible, leur seule action est de se déshonorer, car dans le compromis entre l'esclave et l'esclavagiste, celui-ci est toujours à l'avantage de l'asservisseur. Chaque fois que la « gauche » est arrivée au pouvoir (y compris dans le cadre d'un mouvement révolutionnaire, comme en Allemagne), elle a toujours tranché cette contradiction entre bourgeoisie et prolétariat en prenant le parti des exploités. Quitte, pour cela, à faire usage de la violence contre ceux et celles qui se battaient pour la révolution et à collaborer avec la réaction la plus brutale pour écraser les révolutionnaires. La démocratie bourgeoise est le fruit

d'un compromis. Son but n'est autre que d'être une soupape de sécurité et de donner une légitimité aux politiques de la bourgeoisie. Certes, des victoires temporaires ont été arrachées par la mobilisation populaire, mais elles n'avaient qu'un caractère de concession. Dans les faits, l'État, la démocratie, les élections sont architecturées par la grande bourgeoisie et pour la grande bourgeoisie. Croire qu'il est possible de gagner face à un adversaire qui détient toutes les cartes du jeu, qui détient, en plus, les grands moyens de communication, est se nourrir d'illusions dangereuses.

Au final, le réformisme est *plus utopiste* que le fait d'opter par la voie révolutionnaire. Cette dernière est un chemin semé d'embûches, de souffrances, de problèmes, mais elle a une chance de gagner et de déboucher sur une transformation de la société. L'autre est pavée de lumière, de postes, de sinécures, de salons et de réceptions. Mais elle est une impasse complète. Elle ne mène qu'à la faillite, au compromis, à la compromission, même indépendamment de la volonté de ceux et celles qui tiennent cette stratégie pour juste. Tout réformiste, à la base, n'est pas pétri de malhonnêteté, mais sa stratégie l'y entraîne.

Les populistes eux, ont déjà franchi cette ligne. Tels les magiciens, ils ne croient pas à la magie. Il ne s'agit plus de faire triompher une hypothétique transformation pacifique de la société, de mobiliser dans cette voie, mais bien, uniquement, d'accéder aux plus hautes sphères du pouvoir, pour s'y épanouir et diriger au nom d'un hypothétique intérêt national, intérêt, en vérité, de la bourgeoisie. Désormais, la moindre possibilité de mobiliser, y compris les plus réactionnaires, y compris les plus fausses, sont autorisées tant que cela sert le but ultime des populistes : servir « mieux » la grande bourgeoisie.

Le but des communistes n'est pas de mieux gérer la société, de mieux gérer le capitalisme, de lui poser des brides, de le moraliser, ou de défendre la « grandeur » de tel ou tel pays dans le monde - manière de dire « impérialisme » sans le dire. Il est de liquider le pouvoir bourgeois, de le supprimer, d'y mettre fin. Le but n'est pas, pour parvenir à cela, de se lancer dans une course truquée et perdue d'avance, course où les concurrents sont prêts à toutes les bassesses pour grappiller quelques points - quitte à sacrifier toute cohérence. Il est de faire voler en éclat ce mensonge flagrant. Au populisme, les communistes opposent la ligne de masse. Au fait de flatter les instincts les plus bas, la spontanéité - parfois réactionnaire - ou de surimposer les propres désirs de leur organisation à ceux des masses. Mao définissait ainsi celle-ci :

« Dans toute activité pratique de notre Parti, une direction juste doit se fonder sur le principe suivant : partir des masses pour retourner aux masses. Cela signifie qu'il faut recueillir les idées des masses (qui sont dispersées, non systématiques), les concentrer (en idées généralisées et systématisées, après étude), puis aller de nouveau dans les masses pour les diffuser et les expliquer, faire en sorte que les masses les assimilent, y adhèrent fermement et les traduisent en action, et vérifier dans l'action même des masses la justesse de ces idées. Puis, il faut encore une fois concentrer les idées des masses et leurs retransmettre pour qu'elles soient mises résolument en pratique. Et le même processus se poursuivra indéfiniment, ces idées devenant toujours plus justes, plus vivantes et plus riches. »

A ce travail se double celui d'un tri, entre les idées fausses et les idées justes, un tri entre ce qui est progressiste, révolutionnaire, et ce qui est réactionnaire. Seulement la question de la méthode est essentielle. Bien souvent, il existe une tendance, alimentée par une perception post-moderniste des choses, à osciller entre deux positions fausses : d'une part un angélisme nourri de fantasmes sur les masses populaires, faisant la

négarion complète des travers qui peuvent exister en leur sein ainsi que de l'influence de l'idéologie bourgeoise ; de l'autre le fait de ne percevoir que cela et de rejeter les masses populaires sous prétexte qu'elles ne soient pas parfaites, qu'elles ne soient pas spontanément communistes.

L'un comme l'autre ne mène à rien. Pour revenir sur ce qu'écrivait Mao :

*« Il faut critiquer les défauts du peuple, mais il faut le faire en partant véritablement de la position du peuple ; notre critique doit être inspirée par le désir ardent de le défendre et de l'éduquer. Traiter ses camarades comme on traite l'ennemi, c'est adopter la position de ce dernier. »*

La tâche d'une organisation d'avant-garde n'est pas de se mettre à la traîne des idées réactionnaires, ni d'imposer de manière autoritaire son point de vue -ayons en tête la formulation on-ne-peut-plus-ridicule de Léon Trotski « avant-garde de l'avant-garde ». Le mouvement révolutionnaire ne se nourrit pas de la surimposition d'idées, mais bien de partir du vécu des masses et des problèmes concrets et réels qu'elles rencontrent. Armé de la ligne de masse, il peut, sans devenir une secte coupée de la réalité, franchir le stade de l'horizon -jugé indépassable par les réformistes, les trotskistes et les révisionnistes- de la politisation et de la politique.

La ligne de masse est la clé de voûte du fait de passer des revendications économicistes à une compréhension politique de la situation. C'est également au travers de cette politisation que peuvent se résoudre les contradictions au sein des masses. La question de la xénophobie (beaucoup plus que celle du racisme, *in fine*), du sexisme, de l'homophobie... peuvent être abordées et expliquées sous cet angle là. Ces questions qui, souvent, sont laissées de côté sous prétexte qu'elles divisent les masses, peuvent, en réalité, rendre l'alliance entre exploités, exploités, opprimés et opprimés, plus forte et plus sincère. Elle est également ce qui pose les bases de la démocratie populaire, une démocratie dont le but est de prendre en compte les aspirations et les désirs légitimes des masses, et de résoudre les contradictions, non-antagoniques, entre elles.

Le Populisme, en tant que mouvement politique, est et demeure, par sa nature-même, un marchepied de certaines fractions de la bourgeoisie. Son vernis populaire est un dispositif tactique, et uniquement tactique. Il ne fait pas de doute que la mauvaise foi soit la norme, au regard du parcours de ceux et celles qui tiennent les rênes de ces organisations, lesquels ne peuvent décemment croire dans leurs propres élucubrations.

La vague populisme s'étend en Europe et dans le monde, s'infiltrant dans les interstices laissées par le reflux des organisations populaires. Il s'étend sur un terrain rendu favorable par l'incapacité de la sociale-démocratie à faire quoique ce soit. Il est nourri par les tensions internationales et intranationales et il s'en nourrit lui-même. La tentation populiste peut prendre un grand nombre de formes, de couleurs, de contenus. Maquillé en ami du peuple, il en est l'ennemi insidieux. Le combattre en surface ne suffit pas, il faut en plus, en comprendre les ressorts pour les briser. Il n'existe pas de troisième voie, ni fasciste, ni populiste, entre socialisme et capitalisme. Chaque prétendue voie n'est qu'un chemin tortueux de plus, qui ramène la bourgeoisie au pouvoir, renforce son ordre et sa légitimité.

La seule voie contre le capitalisme, l'exploitation, l'oppression, est celle vers le socialisme et, ultimement, vers le communisme.

Eleanore Vertuis

9 juillet 2018







A la suite d'une longue crise politique, les élections ont porté au pouvoir, le premier juin, une coalition étonnante et hétéroclite, formée d'une part du mouvement populiste "5 étoiles" et de l'autre de la Ligue, une organisations nationaliste d'extrême-droite. Pour obtenir un modus vivendi entre les deux forces, un juriste "indépendant" Giuseppe Conte, a obtenu le poste de premier ministre, tandis que les dirigeant des deux partis assurent la vice-présidence. Les ministres, quant à eux, semblent tout droit sortis d'un cauchemar fiévreux. Une ministre de la santé aux thèses conspirationnistes sur les vaccins, un ministère de l'environnement dirigé par un général des carabinieri, un ministère de "l'Agriculture, de la Famille et du Handicap" (sic.) confié à Lorenzo Fontana, qui est catholique anti-avortement, ça ne s'invente pas, et un ministère de l'intérieur confié à Matteo Salvini. Gérard Collomb aura ainsi le plaisir de coopérer directement avec le leader de la Ligue du Nord. Etant donné la passion de l'un et l'autre pour la question de la lutte à outrance contre les réfugiés, il est plus que certain qu'ils auront matière à discuter ensemble.

